

Les premiers ministres sont mécontents. Même, M. Lesage a déclaré publiquement qu'il était mécontent, et c'est pour cette raison qu'il réclamait, il y a quelques mois d'ailleurs, la somme de 150 millions de dollars. Les provinces n'ont récolté que des miettes, comme je le disais tantôt.

Que va-t-il se produire, monsieur le président? Les taxes scolaires vont continuer à augmenter dans toutes les provinces, et plus particulièrement dans le Québec.

Au fait, on lisait récemment dans les journaux que les cultivateurs du Québec menacent de ne pas payer leurs taxes au gouvernement, parce qu'elles augmentaient à un rythme effarant.

Monsieur le président, je reconnais que le gouvernement fédéral a des pouvoirs qui lui sont propres, mais les provinces ont également besoin de plus d'argent afin de pourvoir à leurs besoins.

Je suis d'avis que M. Lesage a été illogique lorsqu'il a nié publiquement avoir employé le mot ultimatum. Au fait, une émission télévisée l'a prouvé, et si je me reporte à un commentaire publié dans le journal *La Presse* du vendredi 29 novembre 1963, voici ce qui en est:

Lesage a bel et bien qualifié ses demandes d'«ultimatum».

L'émission «Aujourd'hui», au canal 2, a télévisé hier la séquence d'une conférence de presse tenue en avril dernier, à Québec, qui prouve hors de tout doute que le premier ministre Jean Lesage a bel et bien qualifié d'«ultimatum» ses demandes fiscales pour un accroissement des champs de taxation.

Monsieur le président, je crois que lorsque M. Lesage a employé le mot «ultimatum» au cours d'une campagne électorale, il l'a fait sans savoir quel gouvernement serait élu. Mais aujourd'hui, il veut retraiter; il ne peut plus employer le même mot, parce que ce sont ses amis qui sont ici à Ottawa.

Si M. Lesage veut réellement respecter la parole qu'il a donnée au peuple du Québec, je suis d'avis qu'il lui incombe de poser des gestes précis relativement aux besoins de sa province et, comme il l'a dit, de donner suite à ce qu'il déclarait, soit instituer la double taxation, c'est-à-dire la double imposition.

Même le premier ministre du Québec est mécontent du sort qui lui est fait par Ottawa. Je suis renversé par son attitude stupide. Au fait, il demande aux gens du Québec de favoriser le gouvernement actuel aux prochaines élections, quand il sait que c'est ce même gouvernement qui refuse d'accueillir ses demandes et de se rendre à son ultimatum, car il a bel et bien employé ce mot.

Que s'est-il produit relativement aux questions connexes? Nous avons posé des questions au sujet du transfert des affaires esquimaudes du Nouveau-Québec à la province

de Québec, des plans conjoints et des loteries. Il appert que rien, absolument rien n'a été réglé. On a remis ces questions à d'autres études subséquentes. Je crois que le gouvernement fédéral n'a pas à se réjouir du fiasco de cette dernière conférence fédérale-provinciale, parce que tous les premiers ministres sont mécontents de la situation actuelle.

Comme je le disais tantôt, il est regrettable que le président du Conseil privé ne soit pas à la Chambre afin de nous faire connaître ses projets d'avenir et commenter les réactions des différents premiers ministres provinciaux, à la suite de la conférence.

Monsieur le président, avant de terminer mes observations, qu'il me soit permis de dire que je souhaite que la prochaine conférence fédérale-provinciale ait plus de succès et contente mieux les premiers ministres des provinces—ce dont je doute, étant donné ce dernier fiasco. A mon avis, le premier ministre de la province de Québec n'a pas respecté l'engagement qu'il avait pris envers le peuple du Québec; il s'est retiré des positions qu'il avait prises.

L'hon. M. Deschatelets: Votre parti est habitué aux fiascos, car il en a subi plusieurs.

M. Pigeon: Monsieur le président, si l'honorable ministre des Travaux publics (M. Deschatelets) veut prendre la parole, je suis prêt à lui céder ma place. Je serai heureux d'entendre ce ministre de la province de Québec nous dire si vraiment les décisions qui ont été prises lors de la conférence fédérale-provinciale sont satisfaisantes.

Il pourrait me dire ce qu'il pense de M. Lesage, de son ultimatum et de sa retraite.

Lorsque M. Lesage dit que le gouvernement fédéral devrait penser plutôt au capital humain qu'au capital canon, j'aimerais savoir si le ministre des Travaux publics partage cette opinion. Je lui donne immédiatement l'occasion de nous le faire savoir.

L'hon. M. Deschatelets: Monsieur le président, j'ai simplement un mot à dire qui va résumer toute ma pensée. Le temps aux discours est fini depuis le mois d'avril dernier, le gouvernement actuel en est un d'action.

M. Pigeon: Monsieur le président, lorsque l'honorable ministre dit que le temps aux discours est fini...

M. le président: A l'ordre! Je crois que l'honorable député de Joliette-L'Assomption-Montcalm a cédé la parole à l'honorable ministre des Travaux publics.

M. Pigeon: C'était simplement pour donner une chance au ministre de faire un petit discours au cours de cette session.

M. le président: L'honorable député de Joliette-L'Assomption-Montcalm a cédé la parole à l'honorable ministre qui a participé au